



Chili : Bilan économique

Le 11 septembre il y a eu 10 ans que les Chiliens doivent vivre sous la dictature. Le coup d'Etat contre le gouvernement d'union populaire fut un des premiers "événements" internationaux à avoir été intensément vécu par l'équipe de rédaction de l'actuel "forum", le "Bulletin d'information de la 'Jugendpor'" de l'époque. Ce fut à cette occasion que, pour la première fois, nous en appelions à manifester dans la rue - ce fut aussi la première fois que nous dûmes encaisser des coups bas de la part du "Luxemburger Wort".

A l'occasion de ce triste anniversaire nous avons demandé à des Chiliens, réfugiés politiques à Luxembourg, de nous faire un bilan de ces dix ans. Ils nous ont remis l'article ci-dessous, limité, il est vrai, à la situation économique. De la situation humaine nous avons parlé ici-même à plus d'une reprise et les photographies clandestines exposées du 5 au 10.9.1983 au Centre Convict à Luxembourg ne se racontent pas tout simplement. L'évolution politique actuelle semble d'autre part permettre des lueurs d'espoir qui font qu'un article dans "forum" risquerait d'être dépassé au moment de sa parution. Et puis, la grande presse a retrouvé en ce moment le chemin du Chili pour en parler. Mais si une certaine ouverture politique, si limitée soit-elle, se dessine à Santiago, si on peut espérer que les forces populaires pourront en profiter pour s'y engouffrer de sorte qu'elle ne puisse plus se refermer, c'est dû essentiellement au désastre économique dont la junte est coupable et qui fait que même les secteurs bourgeois favorables au coup d'Etat en 1973 lui retirent aujourd'hui leur soutien. A lire l'article on comprendra pourquoi.

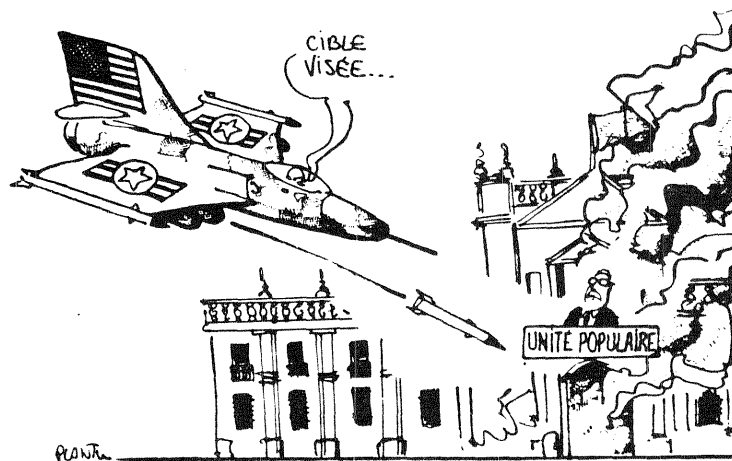
CHILI, 10 années de dictature: un bilan économique

"La reconstruction de l'économie chilienne sera considérée comme l'un des miracles économiques du XXe siècle."

Milton Friedman

Depuis le coup d'Etat de septembre 1973 l'évolution économique peut être décomposée en trois périodes: une phase de dépression (1973-1975), une phase de récupération rapide (1976-1980) et le retour à la récession (1981-1983).

Tout d'abord, la junte a entrepris une politique de déflation sévère: réduction des dépenses publiques qui passent à 19% du PIB en 1975, alors que



loppées, ainsi que les exportations industrielles (59% des exportations totales à l'exception du cuivre en 1974, 65% en 1978).

Au contraire, les activités concurrencées par l'extérieur: textiles, vêtements, chaussures, équipements électroniques, matériel de transport ont souffert de chutes de production aggravées par la baisse de la demande intérieure. Au total, l'emploi industriel a baissé alors que la production stagnait. Par contre les activités primaires et tertiaires ont vu leur part de l'emploi et de la production augmenter (entre 1974 et 1978, l'industrie baissait de 26% à 23% de la production, et de 18,5% à 16% de l'emploi).

A la fin de la période 1975-1980, quelle est la situation économique du Chili?

Les réussites obtenues sont les suivantes: réduction de l'inflation, croissance économique supérieure à 7% l'an; pendant 5 ans, réduction du déficit budgétaire, croissance et diversification des exportations, accumulation des réserves internationales du fait de l'afflux des capitaux étrangers.

Les échecs sont aussi bien économiques que sociaux: maintien d'un sous-emploi élevé: le taux de chômage, bien qu'en baisse, était encore de 13,8% en 1979, contre 6,1% de 1970, faiblesse des salaires, inférieurs de 18% en termes réels à leur niveau de 1970, et qui ne représentent plus, dans le PIB, que 45% en 1979 contre 52% en 1970.

Le Chili a aussi souffert de l'émigration massive de ses cadres. Tout ceci implique une aggravation de l'inégalité des revenus: la consommation alimentaire diminue de 20% pour les familles les plus pauvres, tandis que la consommation de luxe (de biens importés) augmentent considérablement pour les familles les plus riches. Les divers indicateurs sociaux indiquent également une dégradation de la situation, à l'exception de la mortalité infantile du fait d'un programme spécial.

Dans le domaine agricole, la redistribution s'est opérée dans un sens régressif: la réforme agraire a été stoppée et 30% des terres appropriées ont été rendues à leurs anciens propriétaires, tandis que 20% ont été redistribuées à de petits propriétaires, le reste étant progressivement vendu par l'Etat.

De plus, l'investissement a stagné pendant cette période. Il ne représente qu'une part faible du PIB, quoiqu'en augmentation: 10,7% en 1975, 10,6% en 1977, 12,9% en 1979, comparés à 15% en 1970. La faiblesse de l'investissement risque d'empêcher la poursuite future de la croissance économique, par l'insuffisance des moyens de production. Elle est due, dans cette période, aux taux d'intérêts très élevés et au fait que les investissements étrangers attendus n'ont commencé à prendre de l'ampleur qu'à la fin des années 70.

Enfin, les comptes extérieurs ont été déficitaires dans la période: la balance des paiements courants est déséquilibrée, ce qui implique une augmentation de l'endettement extérieur. Les crédits ont afflué au Chili, puisque nous avons vu que la balance globale était en excédent (hausse des réserves). Cet endettement atteint des niveaux très élevés (18 milliards de dollars fin 1982) presque la moitié du PIB, alors que le service de la dette représente 40 % des exportations.

Au cours de la dernière période 1981-1983, la situation économique s'est aggravée. Le PNB a vu sa progression se ralentir en 1981 et a baissé en 1982 de 15%, tandis que le taux de chômage progresse à nouveau (16% en 1981, 32% en juin 1983), les prix des biens primaires exportés par le Chili

ont baissé sur les marchés internationaux et les faillites d'entreprises se sont multipliées (plus de 800 en 1982). Les exportations industrielles ont souffert d'une surévaluation du peso, maintenu au taux fixe de 39 pour un dollar entre juin 1979 et juin 1982, alors que le dollar montait par rapport à toutes les monnaies. Les exportations ont baissé de 18% en 1981 et de plus de 25% en 1982. La masse monétaire s'est contractée, les taux d'intérêt sont passés de 11% en 1980 à 40% en 1981 et à 65% en 1982, l'activité économique a été réduite, et les importations ont chuté. Cependant, ce processus d'ajustement implique un tel coût en terme de croissance et d'emploi qu'aucun pays ne se laisse jour et que même le Chili a dû l'abandonner en 1982 avec la mise en flottage du peso.

En définitive, la politique monétariste appliquée au Chili a entraîné un transfert de ressources du travail vers le capital, le secteur privé, qui a bénéficié surtout aux conglomérats financiers, aux grandes entreprises et aux revenus élevés. L'ouverture extérieure a entraîné une vaste restructuration des activités économiques, aux dépens des industries traditionnelles. Cette politique, malgré une croissance économique rapide a eu un coût social extrêmement élevé. Cependant on peut s'attendre à sa poursuite, la junte militaire au pouvoir ayant habitué le monde à accorder peu d'attention aux revendications de son peuple. Ainsi, pour le président de la Banque Centrale: "le fait que plus de 90% des gens sont contre notre politique est la preuve que le modèle fonctionne, qu'il a affecté tout le monde, sans privilégier personne."

José BALAGUER

PIB = Produit intérieur brut



TC N° 2041

KOSCHTERTIP:

Et bleibt ^{pur} net mei laang
esou schrecklech bëlleg
sech oder aneren
e forum - Abo ze schenken...